



## C VOTRE ESPACE DANS L'OPEN SPACE DU VILLAGE DES START-UP

### PACK ÉQUIPÉ COMPRENANT :

#### • FRAIS D'INSCRIPTION

Sont inclus :

- 2 badges exposants
- dossier technique pour préparer le salon
- coordonnées de l'entreprise dans la liste des exposants
- 25 cartes d'invitation
- accès wifi
- 1 place de parking exposant
- surface de 2,5 m de long x 1 m de profondeur



#### • STAND ÉQUIPÉ - HALL 4

Moquette au sol (couleur du hall), cloison de fond de 2.5 m de hauteur, recouvert de coton gratté noir, spots éclairés, un branchement électrique de 220 v et consommation comprise, 1 comptoir blanc de 2 m de large et 2 chaises hautes.

#### • AFFICHE 180 CM DE HAUTEUR X 90 DE LARGEUR

Imprimée en quadri et agrafée sur cloison de fond.

Fichier PDF HD 300 dpi fourni par vos soins (base graphique : logo de votre start-up en haut de l'affiche centré, votre pitch produit en 3 lignes, votre photo du produit/service, l'adresse et coordonnées de votre start-up).

**Retour impératif avant le 30/03/2018**

*Pour toute prestation en espace collectif, nous consulter - Contact Charlene Rayssac : charlene.rayssac@gl-events.com - 05 62 25 45 23*

## D VOTRE CHOIX D'EXPOSITION

	Prix unitaire HT	Quantité	Montant total HT
<b>5 jours</b> <input type="checkbox"/> du samedi 7 au mercredi 11 avril (nocturne le mardi 10) <input type="checkbox"/> du jeudi 12 au lundi 16 avril (nocturne le vendredi 13)	599 €	.....	.....
<b>10 jours</b> du samedi 7 au lundi 16 avril	999 €	.....	.....
		<b>TOTAL H.T.</b>	.....
		<b>T.V.A. 20 %</b>	.....
		<b>TOTAL T.T.C.</b>	.....
		<b>Acompte 40 % à l'ordre de TOULOUSE EVENEMENTS</b>	.....
		<b>Reste dû</b>	.....

**Si vous souhaitez faire la démonstration de produits**, merci de faire votre demande à :  
Charlene Rayssac : charlene.rayssac@gl-events.com - 05 62 25 45 23  
en précisant les dimensions et l'emprise au sol.

**DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 7 MARS 2018**

# E VOS CONDITIONS DE RÈGLEMENT

## Votre acompte

Ce 1<sup>er</sup> versement est joint obligatoirement à la demande de participation (**encaissement du chèque après votre accord écrit sur l'emplacement, ou restitué si aucun stand ne convenait**). Les dossiers sans acompte ne sont pas enregistrés. Après accord sur l'emplacement, l'acompte n'est pas remboursable en cas de désistement (chap. 02- art 07) du Règlement Général.

Total TTC x 40% ..... € TTC

Solde à régler au plus tard le 7 mars 2018 ..... € TTC

## MODE DE RÈGLEMENT

### Chèque d'acompte à l'ordre de TOULOUSE EVENEMENTS\*\*

Chèque n° .....

du .....

sur .....

à .....

..... ou .....

Virement n° .....

à BNPPARB LYON METROP ENT :

N° 30004 - 02249 - 00011414278 - 84

IBAN : FR76 3000 4022 4900 0114 1427 884

SWIFT : BNP AFRPPXXX

### Paieement par carte bancaire

Je soussigné ..... autorise  
Toulouse Evénements\*\* à débiter ma carte de crédit\* comprenant les mentions  
suivantes :

Nom du porteur de la carte : .....

Numéro de carte\* : .....

Numéro dos de la carte (3 chiffres) : .....

Date d'expiration : .....

Montant à prélever (en chiffres et en lettres) : .....

.....

Signature

\* Hors American Express

**Solde par chèque, virement ou carte bancaire avant le 7 mars 2018**

**COMMUNICATION - Guide visiteur - Site internet - Bannière et Carré Web - Autres supports disponibles...**

Renseignements : jean-emmanuel.farne@gl-events.com - tél. direct : 05 62 25 45 12

## VOTRE ENGAGEMENT

Le soussigné s'engage à effectuer le paiement de sa participation, dans les conditions prévues aux articles 2 et 3 du règlement. La présente adhésion est donnée conformément au Règlement Général (voir au dos) et aux consignes particulières de l'arrêté du 18 novembre 1987. L'exposant déclare connaître et accepter toutes les prescriptions, ainsi que toutes les dispositions nouvelles ou modifications que pourrait adopter l'administration dans l'intérêt général de Toulouse Evénements\*\*.

Il s'interdit de céder ou de sous-louer, de quelque manière que ce soit, son emplacement et d'y exposer ou présenter des produits autres que ceux énoncés. En outre, il se déclare parfaitement informé de sa responsabilité au regard des sous-traitants chargés d'installer son stand.

**L'exposant s'engage à laisser l'espace loué dans son état initial, libre de tous gravats. Dans le cas contraire, une facturation d'évacuation et traitement des déchets lui sera adressée.**

### INFORMATIONS IMPORTANTES

→ Pour être valable, votre demande de participation doit être retournée complétée dans son intégralité et signée (munie de votre cachet).

→ Toute animation sur le stand devra recevoir l'accord préalable de Toulouse Evénements\*\*.

→ Il est rappelé que les stands ne peuvent être cloisonnés que sur 1/3 de la longueur de chaque face ouverte. Seules les cloisons centrales sont autorisées (article RP1.01 du règlement).

→ A chaque hall et chaque emplacement correspondent des consignes de sécurité précises. Pour toute installation dont la hauteur dépasse 2,50 m, il est nécessaire de recevoir l'accord préalable de Toulouse Evénements\*\*. Toutes les installations nécessitant une accroche au plafond doivent être faites par Toulouse Evénements\*\*.

\*\* «L'Organisateur se réserve le droit de se substituer, à tout moment, toute personne morale de son choix quant à l'exécution du présent contrat, ce que l'Exposant accepte sans réserve. Cette substitution pourra, le cas échéant, être notifiée à l'exposant par écrit (correspondance postale ou électronique selon le choix de l'Organisateur)».

### À COMPLÉTER ET SIGNER OBLIGATOIREMENT

Nom du signataire .....

Fonction du signataire .....

Date..... Lieu .....

Je reconnais avoir pris connaissance du Cahier des Charges Générales de sécurité et m'engage à le respecter (retrouvez le cahier de consignes de sécurité sur le site web de la foire).

Je m'engage à faire respecter l'article 08.01 du règlement à l'ensemble des collaborateurs présents sur le stand.

Signature (précédée de la mention "Lu et Approuvé")

Cachet de l'entreprise

**N'oubliez pas de photocopier ce document avant de nous le retourner**

Conformément à l'article 27 de la loi du 6 janvier 1978, les informations qui vous sont demandées sont nécessaires pour votre inscription puisse être traitée par Toulouse Evénements\*\*. Vous pouvez à tout moment accéder à ces informations et en demander la rectification auprès de Toulouse Evénements\*\*. Vous pouvez être amené à recevoir des propositions commerciales d'autres sociétés ou associations. Si vous ne le souhaitez pas, merci de cocher la case en début de paragraphe. Dans ce cas, les informations vous concernant seront alors réservées à l'usage exclusif de Toulouse Evénements\*\*.

Made by



**TOULOUSE  
ÉVÉNEMENTS**



PARC DES  
**EXPOSITIONS**  
TOULOUSE

Rond-point Michel-Bénech  
CS 44128  
F. 31030 Toulouse cedex 4

Tél. +33 (0)5 62 25 45 45  
Fax +33 (0)5 62 25 45 00

contact@toulouse-evenements.com

SA A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE\* - CAPITAL DE 38 000 €  
SIREN 752 926 923 - RCS TOULOUSE - NAF 8230Z - TVA : FR 78 752 926 923

[www.toulouse-evenements.com](http://www.toulouse-evenements.com)

\* Locataire gérant du fonds de commerce Toulouse expo SA

# RÈGLEMENT DU SALON

## CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**01.01 Champ d'application** Le présent règlement a une portée générale et s'applique à toutes les manifestations commerciales organisées par les adhérents d'UNIMEV. Il est complété par un « guide de l'exposant » dont les contenus sont disponibles sur « l'espace exposant » accessible depuis le site internet de la manifestation : [www.foiredetoulouse.com](http://www.foiredetoulouse.com)

**01.02 Maîtrise de l'organisation de la manifestation** - L'organisateur détermine le lieu, la durée, les heures d'ouverture et de fermeture de la manifestation, le prix des espaces d'exposition, celui des entrées ainsi que la date de clôture des inscriptions. Il établit la nomenclature des produits ou services présentés et détermine les catégories de personnes ou entreprises admises à exposer ou visiter la manifestation.

En cas de nécessité impérieuse, l'organisateur se réserve le droit de modifier, à condition que cela ne modifie pas substantiellement le contrat initialement signé entre l'organisateur et l'exposant :

- avant la manifestation, et sous réserve d'un délai de prévenance raisonnable, les dates et lieu envisagés ;
- avant et pendant la manifestation, et sans avoir à prévenir l'exposant, les agencements et aménagements généraux et particuliers, les horaires d'ouverture et la programmation des animations.

**01.03 Devoir d'information générale** - L'organisateur a un devoir d'information générale sur le fonctionnement général de la manifestation commerciale.

**01.04 Pouvoir de décision en cas de menace pour la sécurité du public** - L'exposant confie à l'organisateur le soin d'apprécier si la manifestation doit être interrompue ou évacuée en cas de menace pour la sécurité du public et s'engage à ne pas lui en faire grief a posteriori.

**01.05 Annulation ou report de la manifestation pour insuffisance du nombre d'inscrits** - L'organisateur peut annuler ou reporter la manifestation s'il juge insuffisant le nombre d'exposants inscrits. L'exposant inscrit se voit alors restituer le montant des sommes versées. Jusqu'au jour de la clôture des inscriptions, l'exposant assume la totalité des risques liés à la non réalisation éventuelle de la manifestation et notamment la charge exclusive des frais qu'il aura cru devoir engager en prévision de sa participation à la manifestation.

**01.06 Annulation ou report de la manifestation pour cas de force majeure** - L'organisateur peut annuler ou reporter la manifestation en cas de force majeure.

Constituent des cas de force majeure justifiant, à tout moment, l'annulation ou le report de la manifestation, toute situation nouvelle, sanitaire, climatique, économique, politique ou sociale, à l'échelon local, national ou international, non raisonnablement prévisible au moment de la communication sur la manifestation auprès des exposants, indépendante de la volonté de l'organisateur, qui rend impossible l'exécution de la manifestation ou qui emporte des risques de troubles ou désordres susceptibles d'affecter gravement l'organisation et le bon déroulement de la manifestation ou la sécurité des biens et des personnes. En cas de report ou d'annulation de la manifestation pour cas de force majeure, les sommes versées par les exposants leurs seraient remboursées sous déduction de leur part proportionnelle dans les frais engagés pour la préparation de la manifestation.

## CHAPITRE 2 - DEMANDE DE PARTICIPATION ET DECISION D'ADMISSION

**02.01 Formulaire de demande de participation** - La demande de participation s'effectue au moyen du formulaire établi par l'organisateur qu'il diffuse sous format numérique ou imprimé. Ni la diffusion de ce formulaire, ni l'encaissement d'un règlement par l'organisateur, ne valent admission à exposer.

- 02.02 Engagements pris par le postulant dans sa demande de participation** - L'envoi de la demande de participation :
- vaut acceptation de toutes ses prescriptions dont celles que des circonstances particulières ou nouvelles imposeraient ;
  - constitue un engagement de respecter l'ensemble des prescriptions légales et réglementaires en vigueur ;
  - constitue un engagement ferme et irrévocable de payer l'intégralité du prix de la prestation et des frais annexes, à moins que l'organisateur ne refuse la participation demandée.

**02.03 Admission des demandes** - L'organisateur, ou le comité de sélection qu'il a mis en place, instruit les demandes de participation et statue sur les admissions.

L'organisateur est seul juge de la définition et de l'organisation de l'offre de sa manifestation commerciale. Il se réserve le droit de rejeter, à titre provisoire ou définitif, toute demande de participation qui ne satisfait pas aux conditions requises, soit au regard des stipulations du formulaire de demande de participation, soit de celles du Règlement général des manifestations commerciales, du règlement particulier ou de la nomenclature de la manifestation, soit encore en considération de l'ordre public et des lois et règlements en vigueur.

L'acceptation de la demande de participation est constatée par la réponse de l'organisateur à l'exposant.

**02.04 Motivation de la décision d'admission** - L'organisateur n'est pas tenu de motiver les décisions qu'il prend sur les demandes de participation.

**02.05 Déclaration par l'exposant d'éléments nouveaux justifiant un réexamen de sa demande** - L'exposant informe l'organisateur de tout élément ou événement survenu ou révélé depuis sa demande de participation, de nature à justifier un réexamen de sa demande de participation.

**02.06 Révocation par l'organisateur de sa décision d'admission prononcée sur la foi d'indications erronées, inexactes ou devenues inexactes** - L'organisateur se réserve le droit de demander, à tout moment, tout renseignement complémentaire en rapport avec ce qui précède et, le cas échéant, revenir sur sa décision d'admission prononcée sur des indications erronées, inexactes ou devenues inexactes. L'acompte versé reste, conformément à l'article 03.02, acquis à l'organisateur qui se réserve, en outre, le droit de poursuivre le paiement de la totalité du prix de la prestation.

**02.07 Désistement de l'exposant** - L'organisateur reste créancier du solde du prix non encore versé en cas de non-participation, pour quelque cause que ce soit, de l'exposant admis à exposer.

## CHAPITRE 3 - PRIX DE LA PRESTATION FOURNIE A L'EXPOSANT

**03.01 Prix de la prestation** - Le prix de la prestation fournie à l'exposant est déterminé par l'organisateur et peut être révisé en cas de modification des dispositions fiscales.

**03.02 Versement d'un acompte** - La demande de participation est, sous peine de rejet immédiat, accompagnée du premier acompte prévu par l'organisateur.

Conformément aux dispositions de l'article 03.05, l'organisateur se réserve en toute hypothèse la possibilité de résilier le contrat conclu avec l'exposant lorsque celui-ci n'a pas versé le ou les acomptes initialement convenus dans le délai prévu.

**03.03 Frais d'inscription** - Les frais ou droits d'inscription restent acquis à l'organisateur quelle que soit la suite donnée à la demande de participation.

**03.04 Conditions de paiement** - Le paiement de la prestation se fait aux échéances et selon les modalités déterminées par l'organisateur.

**03.05 Défait de paiement** - Le non-respect par l'exposant des échéances stipulées autorise l'organisateur à faire application des dispositions de l'article 06.02-Défaillance de l'exposant, et en particulier de ses 2e et 3e alinéas.

Tout retard de paiement entraîne l'application d'intérêts de retard calculés dans les conditions prévues par l'article L.441-6 (alinéa 12) du Code de commerce. L'exposant en situation de retard de paiement est en outre redevable, de plein droit, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros [décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012].

## CHAPITRE 4 - ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS

**04.01 Maîtrise de l'attribution des emplacements par l'organisateur** - L'organisateur établit le plan de la manifestation et effectue la répartition des emplacements librement, en tenant compte si possible des désirs exprimés par l'exposant, de la nature des produits et services qu'il présente, de la disposition de l'espace d'exposition qu'il se propose d'installer ainsi que, si nécessaire, de la date d'enregistrement de la demande de participation.

Les plans communiqués et la désignation des lots comportent, si le lieu de la manifestation s'y prête, des cotés aussi précises que possible.

L'organisateur conserve, pour tenir compte des contingences d'organisation de la manifestation, la possibilité de modifier la répartition initialement prévue, ainsi que l'importance et la disposition des surfaces demandées par l'exposant, en considération d'éléments objectifs. Cette modification n'autorise pas l'exposant à résilier unilatéralement son engagement de participation.

**04.02 Détermination de quotas de surface par secteur d'activité** - L'organisateur peut, dans le cadre du règlement particulier de chaque manifestation, déterminer une surface d'exposition maximum par type d'activité ou de service commercialisé et/ou un nombre d'exposants maximum. L'acceptation de la demande de participation de chaque exposant sera alors fonction des espaces encore vacants dans le secteur d'activité considéré lors de la demande de participation.

**04.03 Impossibilité de revendiquer un droit quelconque sur un emplacement** - L'exposant ne peut en aucun cas revendiquer un droit de priorité ou d'automatisme sur un emplacement d'une session sur l'autre. La participation à des manifestations antérieures ne crée en faveur de l'exposant aucun droit lié à cette antériorité.

**04.04 Contraintes liées à une animation programmée** - Les plans communiqués précisent le lieu et la nature des animations organisées lors de la manifestation commerciale. L'exposant est informé par l'organisateur des avantages et des éventuels inconvénients liés à la proximité de son espace par rapport à l'animation. Faute de contestation dans un délai raisonnable avant l'ouverture au public de la manifestation commerciale, l'exposant est présumé accepter ces éventuelles contraintes et renonce à toute action contre l'organisateur.

## CHAPITRE 5 - MONTAGE, AMENAGEMENT ET CONFORMITE DES ESPACES D'EXPOSITION

**05.01 Délai de montage** - Le « guide de l'exposant » propre à la manifestation indique le délai imparti à l'exposant avant l'ouverture au public de la manifestation pour aménager son espace et y entreposer ce dont il aura besoin durant la manifestation.

**05.02 Charte UNIMEV** - L'exposant est tenu de se conformer pendant la période de montage à la charte professionnelle visant à organiser l'hygiène et la sécurité des salariés en situation de coactivité pendant les opérations de montage et de démontage des manifestations commerciales adoptée par UNIMEV en assemblée générale le 2 juillet 2010 et disponible à l'adresse <http://www.unimev.fr/>.

**05.03 Entrées/sorties de marchandises sur le site** - L'exposant est tenu de se conformer aux instructions de l'organisateur relatives à la réglementation des entrées et sorties de marchandises, en particulier en ce qui concerne la circulation des véhicules dans l'enceinte de la manifestation.

**05.04 Respect du terme fixé pour les activités de montage** - Les exposants, ou leurs préposés, doivent avoir terminé leur installation aux dates et heures limites fixées par l'organisateur. Passé ce délai, aucun emballage, matériel, véhicule de transport, entrepreneur extérieur, ne peut, sous quelque motif que ce soit et quelque fait dommageable que cela soit pour l'exposant, accéder ou rester sur le site de la manifestation.

**05.05 Réception des colis et marchandises par les exposants ou leurs préposés** - L'exposant, ou son préposé, assure le transport, la réception, l'expédition de ses colis et marchandises ainsi que la reconnaissance de leur contenu. Si l'exposant ou son préposé n'est pas présent pour recevoir ses colis ou marchandises, l'organisateur peut les refuser sans que l'exposant ne puisse prétendre à réparation d'un quelconque préjudice.

**05.06 Respect de l'intégrité et de la sécurité du site** - L'aménagement des espaces ne doit, en aucun cas, endommager ou modifier les installations permanentes du lieu d'exposition et ne doit pas porter atteinte à la commodité ou à la sécurité des autres exposants et des visiteurs. Tout dommage causé par l'exposant restera à sa charge. A ce titre, l'exposant doit souscrire une assurance dommage.

**05.07 Conformité de l'aménagement de l'espace d'exposition** - La décoration particulière de l'espace d'exposition est effectuée par l'exposant et sous sa responsabilité. Elle ne doit pas gêner la visibilité des signalisations et équipements de sécurité, la visibilité des espaces voisins, et être conforme aux dispositions éventuelles du règlement particulier de l'organisateur ou du site d'accueil et du « guide de l'exposant ».

- les stands ne peuvent en aucun cas être cloisonnés en bordure. Pour chaque face ouverte, le cloisonnement autorisé est de :
  - A : 1/3 maximum de la longueur en bordure d'allée,
  - B : 2/3 maximum de la longueur à condition qu'un retrait minimum de 50 cm à l'intérieur du stand soit appliqué.

En cas de non respect de cette règle, l'organisateur se réserve le droit de faire procéder au démontage du stand.

**05.08 Conformité des matériaux utilisés** - Les matériaux utilisés pour aménager l'espace d'exposition, y compris les tentures et les moquettes, doivent être conformes à la réglementation en vigueur, l'organisateur se réservant le droit, à tout moment et aux frais de l'exposant, de faire enlever ou détruire tout matériel ou installation non conforme.

**05.09 Intervention de l'organisateur en vue de la suppression/modification d'installations de l'exposant** - De sa propre initiative ou à la demande d'un exposant qui s'estime lésé, l'organisateur se réserve, avant l'ouverture au public et pendant le déroulement de la manifestation, le droit de faire supprimer ou modifier les installations qui gênent les exposants voisins ou le public, ou ne sont pas conformes aux dispositions du règlement particulier de la manifestation ou aux plans/projets particuliers préalablement soumis à son agrément, le cas échéant.

**05.10 Respect de la réglementation de l'hygiène et de la sécurité** - L'exposant ou toute personne dûment mandatée pour le représenter devra être présent sur son espace lors de la visite des services chargés de la sécurité et se conformer, tout au long de la manifestation, aux mesures de sécurité imposées par les Pouvoirs Publics et aux mesures de sécurité prises par l'organisateur ou le gestionnaire de site.

## CHAPITRE 6 - OCCUPATION ET UTILISATION DES ESPACES D'EXPOSITION

**06.01 Interdiction de céder, sous-louer, échanger un emplacement** - Il est interdit aux exposants participant à la manifestation commerciale de céder, sous-louer, échanger, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie de l'emplacement attribué par l'organisateur.

**06.02 Défaillance de l'exposant** - L'exposant qui, pour une cause quelconque, n'occupe pas son espace le jour de l'ouverture de la manifestation, ou à la date limite d'installation fixée par l'organisateur, est considéré comme ayant renoncé à son droit à exposer.

L'organisateur peut librement disposer de l'espace d'exposition qui lui avait été attribué, sans que l'exposant défaillant ne puisse réclamer ni remboursement ni indemnité, et supprimer tout visuel relatif à ses produits ou services.

Les sommes versées ou restant dues au titre de la prestation sont acquises à l'organisateur qui en poursuit le paiement, même si un autre exposant vient à bénéficier de l'espace d'exposition.

**06.03 Participation à un espace d'exposition collectif** - Plusieurs exposants peuvent être autorisés à réaliser une présentation d'ensemble à condition que chacun d'eux ait obtenu au préalable l'agrément de l'organisateur, ait souscrit une demande de coparticipation, et se soit engagé à payer les droits d'inscription.

**06.04 Produits ou services présentés** - Sauf autorisation écrite et préalable de l'organisateur, l'exposant ne peut présenter des matériels, produits ou services autres que ceux énumérés dans la demande de participation et répondant à la nomenclature de produits ou services établie par l'organisateur.

Sauf stipulation expresse contraire, la présentation et l'offre de matériels ou produits d'occasion sont interdites.

L'exposant ne peut présenter que des produits dont il est producteur ou distributeur : dans cette hypothèse, il joint à sa demande de participation la liste des marques dont il se propose de promouvoir les produits ou les services.

**06.05 Interdiction de publicité pour des services relevant de professions réglementées** - Les exposants s'interdisent de promouvoir l'activité de praticiens ou d'établissements relevant de professions réglementées excluant toute publicité (ex. activité médicale...).

**06.06 Maintien de la propreté de l'espace d'exposition** - La tenue de l'espace d'exposition doit demeurer impeccable tout au long de la manifestation, le nettoyage, à la charge de l'exposant, devant être fait chaque jour et achevé pour l'ouverture de la manifestation au public.

**06.07 Responsabilité de l'exposant en cas de vol sur son espace d'exposition** - La mise à disposition d'un espace n'est pas un contrat de dépôt. En cas de vol sur un espace, l'exposant ne peut se retourner contre l'organisateur.

**06.08 Maintien de l'offre présentée sur l'espace d'exposition jusqu'au terme de la manifestation** - Les exposants ne dégarnissent pas leur espace et ne retirent aucun de leurs articles avant la fin de la manifestation, même en cas de prolongation de celle-ci.

**06.09 Qualité de la présentation de l'offre au public** - Les emballages en vrac, les housses utilisées pendant les heures de fermeture, les objets ne servant pas à la présentation de l'offre, le vestiaire du personnel doivent être soustraits au regard des visiteurs. A l'inverse, il est interdit de laisser les articles exposés recouverts pendant les heures d'ouverture de la manifestation. L'organisateur se réserve le droit de retirer ce qui recouvrirait les articles sans pouvoir être rendu, en aucune façon, responsable des dommages ou pertes qui pourraient en résulter.

**06.10 Réglementation de la distribution et de la consommation d'alcool** - La vente et la consommation d'alcool sont, sous réserve du respect de la loi applicable et du règlement particulier de la manifestation, autorisées sauf aux mineurs de moins de 18 ans.

**06.11 Législation anti-tabac** - Il est, en application de la loi, strictement interdit de fumer dans l'enceinte d'un établissement recevant du public en dehors des emplacements réservés à cet effet. Le fait de fumer hors des emplacements réservés est passible d'une amende forfaitaire (contravention de 3e classe). Le fait de ne pas avoir mis en place les normes applicables aux emplacements réservés ou la signalisation y afférant, est sanctionné par une amende forfaitaire (contravention de 4e classe).

**06.12 Constat écrit des manquements signalés** - Le non-respect de l'une des dispositions de ce chapitre fait l'objet d'un constat écrit de l'organisateur sur la base duquel il sera notamment fondé à refuser la participation de l'exposant aux sessions futures.

## CHAPITRE 7 - ACCES A LA MANIFESTATION

**07.01 Titre d'accès** - Seuls les laissez-passer, les cartes d'invitation et les billets d'entrée délivrés par l'organisateur peuvent donner accès à la manifestation commerciale.

**07.02 Droit de l'organisateur d'interdire l'accès ou de faire expulser toute personne** - L'organisateur se réserve le droit d'interdire l'accès ou de faire expulser toute personne, visiteur ou exposant, dont la présence ou le comportement seraient préjudiciables ou de nature à porter atteinte :

- aux intérêts protégés des consommateurs ou à l'éthique des affaires,
- à la sécurité, la tranquillité ou l'image de la manifestation,
- à l'intégrité du site.

**07.03 « Laissez-passer ou badge exposant »** - Des titres d'accès donnant droit d'accès à la manifestation sont, dans les conditions déterminées par l'organisateur, délivrés aux exposants.

**07.04 Cartes d'invitation** - Des titres d'accès destinés aux contacts que les exposants désirent inviter sont, dans les conditions déterminées par l'organisateur, délivrés aux exposants. Les titres d'accès non utilisés ne sont ni repris, ni remboursés, ni échangés.

**07.05 Interdiction de la commercialisation de titres d'accès par un exposant** - La distribution, la reproduction, ou la vente par un exposant, en vue d'en tirer un profit, de titres d'accès émis par l'organisateur, est interdite et passible de poursuite judiciaire. La vente à la sauvette des titres d'accès est un délit pénal passible d'interpellation et d'arrestation par les forces de police. Les peines encourues vont de 3.750 euros à 15.000 euros d'amende et de 6 mois à 1 an de prison. Est constitutif de vente à la sauvette le fait, sans autorisation ou déclaration régulière, d'offrir, de mettre en vente ou d'exposer en vue de la vente des biens ou d'exercer toute autre profession dans les lieux publics en violation des dispositions réglementaires sur la police de ces lieux [article 446-1 du Code pénal].

## CHAPITRE 8 - CONTACT ET COMMUNICATION AVEC LE PUBLIC

**08.01 Obligation de dignité et de correction** - Les exposants et leur personnel doivent adopter une tenue correcte et se comporter avec une parfaite correction envers toute personne : visiteurs [ni interpellation du client, ni débordement de l'espace d'exposition], autres exposants, organisateurs, gardiens, hôtesse, ou tout autre prestataire.

Afin d'offrir la meilleure expérience aux visiteurs à l'occasion de la Foire, les exposants sont invités à respecter une charte de bonne conduite, prévoyant notamment le port du badge du personnel présent sur chaque stand, l'observation d'un comportement non agressif et respectueux des visiteurs, et l'interdiction absolue d'interpeller les visiteurs dans les allées ou en dehors des stands.

En cas de manquement, notamment relatif à l'interpellation des visiteurs en dehors des espaces d'exposition des exposants, ou à des attitudes malveillantes à l'égard des visiteurs, ces manquements seront notifiés par un personnel mandaté par l'organisateur. En cas de manquement constaté à trois reprises, l'organisateur appliquera à titre de rappel à l'ordre, une coupure temporaire de la puissance électrique du stand pour une durée de 15 minutes.

Le non-respect de cette disposition fait l'objet d'un constat écrit de l'organisateur sur la base duquel il sera notamment fondé à refuser la participation de l'exposant aux sessions futures.

**08.02 Présence de l'exposant** - L'espace d'exposition doit être occupé par l'exposant ou son représentant en permanence pendant les heures d'ouverture aux exposants (y compris montage, livraisons et démontage) et en permanence pendant les heures officielles d'ouverture aux visiteurs.

Le non-respect de cette disposition fait l'objet d'un constat écrit de l'organisateur sur la base duquel il sera notamment fondé à refuser la participation de l'exposant aux sessions futures.

**08.03 Elaboration et diffusion du « catalogue des exposants »** - L'organisateur est seul titulaire des droits de publication et de vente du catalogue des exposants, ainsi que des droits se rapportant à la publicité contenue dans ce catalogue. Il peut concéder tout ou partie de ces droits.

Les éléments nécessaires à la rédaction et à la publication du catalogue, sous sa forme imprimée et électronique, sont fournis par les exposants sous leur seule responsabilité.

**08.04 Diffusion des renseignements fournis par les exposants** - Les exposants autorisent l'organisateur à publier, sous forme numérique ou imprimée, les renseignements fournis sur le site internet de la manifestation, dans le catalogue des exposants et dans tout autre support concernant la manifestation [guides de visite, plans muraux...].

L'organisateur demande aux exposants leur autorisation, au moment de leur inscription ou postérieurement, pour utiliser, dans tout support de communication ou document de prospection, leur nom et leur image [enseigne, logo, produits ou services, espace d'exposition] aux fins de publicité et de promotion de la manifestation.

L'exposant qui accorde son autorisation est présumé avoir recueilli celle de ses salariés et sous-traitants pour l'utilisation de leur image par l'organisateur lors de la manifestation commerciale.

Lorsque l'exposant a accordé son autorisation, la responsabilité de l'organisateur, du producteur ou du distributeur ne peut être recherchée à raison de la diffusion, pour les besoins de la manifestation, en France et à l'étranger, sous format numérique ou imprimé, de son image ou de celles de son espace d'exposition, enseigne, marque, personnel, produits ou services.

**08.05 Apposition d'affiches** - L'organisateur se réserve le droit exclusif de l'affichage dans l'enceinte de la manifestation. L'exposant ne peut donc utiliser, sur son espace d'exposition, que des visuels - affiches ou enseignes - consacrés à la promotion de son entreprise et de ses produits ou services, dans le respect des prescriptions concernant la décoration générale. L'organisateur peut faire retirer les visuels qui ne respectent pas cette disposition.

**08.06 Distribution de supports et produits promotionnels** - Les brochures, catalogues, imprimés ou objets de toute nature ne peuvent être distribués par les exposants que sur leur espace d'exposition. Aucun prospectus relatif à des produits, marques ou services non exposés ne peut être distribué sans l'autorisation écrite de l'organisateur.

**08.07 Distribution de supports et produits divers autres que promotionnels** - Réalisation d'enquêtes d'opinion - La distribution ou la vente de journaux, périodiques, prospectus, billets de tombola, insignes, bons de participation, mème si elle a trait à une œuvre de bienfaisance, les enquêtes d'opinion sont interdites dans l'enceinte de la manifestation et ses abords immédiats, sauf dérogation accordée par l'organisateur.

**08.08 Attractions diverses** - Toute publicité lumineuse, sonore ou audiovisuelle, et toute animation, spectacle ou démonstration susceptible de provoquer des attroupements dans les allées ou de porter nuisances aux autres exposants doivent être soumis à l'agrément préalable de l'organisateur. Celui-ci pourra revenir sur l'autorisation éventuellement accordée, en cas de gêne apportée à la circulation du public, aux exposants voisins ou au bon déroulement de la manifestation.

**08.09** La réunion dans un même stand d'aliments solides et liquides en vue d'une dégustation sur place ne sera pas tolérée. Pour les dégustations payantes de boissons, seule sera autorisée la licence « Zème catégorie ». Pour la dégustation gratuite, l'exposant pourra faire placarder dans les stands utilisant cette formule de publicité, une pancarte portant la mention « Dégustation gratuite ». Toute infraction aux présentes prescriptions entraînera la fermeture immédiate du stand et l'expulsion du contrevenant, sans qu'il puisse revendiquer le remboursement de tout ou partie des sommes versées pour sa participation, ni aucune autre indemnité.

**08.10 Promotion à haute voix et racolage** - La promotion à haute voix et le racolage, de quelque façon qu'ils soient pratiqués, sont interdits. Les exposants ne doivent en aucun cas obstruer les allées ou empiéter sur celles-ci, sauf autorisation exceptionnelle, écrite et préalable de l'organisateur.

**08.11 Information loyale du public** - Les exposants veillent à informer loyalement le public sur les qualités, les prix, les conditions de vente et de garantie de leurs produits ou services de manière complète, objective et conforme à la réglementation. Ils ne se livrent à aucune publicité ou action quelconque susceptible d'induire en erreur ou de constituer une concurrence déloyale.

**08.12 Information des consommateurs sur leur absence de droit de rétractation** - Conformément aux dispositions de l'article L.121-97 du Code de la consommation, les exposants informent leurs clients consommateurs que leurs achats n'ouvrent pas droit à rétractation :

- au moyen d'une pancarte sur leur espace : les exposants affichent, de manière visible pour leurs clients consommateurs, sur un panneau ne pouvant pas être inférieur au format A3 et dans une taille de caractère ne pouvant être inférieure à celle du corps 90, la phrase suivante : « Le consommateur ne bénéficie pas d'un droit de rétractation pour tout achat effectué dans ce salon [arrêté ministériel du 12 décembre 2014] ;
- au moyen d'un encadré dans leurs offres de contrats : les offres de contrats conclues par les exposants avec des clients consommateurs mentionnent, dans un encadré apparent situé en en-tête du contrat, et dans une taille de caractère qui ne peut être inférieure à celle du corps 12, la phrase suivante : « Le consommateur ne bénéficie pas d'un droit de rétractation pour un achat effectué dans une foire ou dans un salon » [arrêté ministériel du 12 décembre 2014].

Cette absence de droit à rétractation ne s'applique pas pour les contrats faisant l'objet d'un contrat de crédit à la consommation et ceux résultant d'une invitation personnelle à se rendre sur un espace d'exposition pour venir y chercher un cadeau.

**08.13 Vente au public avec enlèvement de la marchandise** - Conformément à la réglementation des manifestations commerciales, la vente avec enlèvement de la marchandise (également appelée vente directe, vente à emporter ou vente sur place), peut être pratiquée :

- sans limitation de montant dans les foires et salons dits « grand public » dont l'accès, payant ou gratuit, est ouvert à tout public [définition de l'article R.762-4 du code de commerce] ;
- dans la limite d'un montant de 80 euros et pour le seul usage personnel de l'acquéreur [article D.762-13 du code de commerce] dans les salons dits « professionnels » dont l'accès, payant ou gratuit, n'est pas ouvert à tout public [définition de l'article L.762-2 du code de commerce].

**08.14 Conformité des produits et services présentés à l'occasion de la manifestation aux réglementations applicables** - Les exposants s'engagent à ne présenter que des produits et services conformes à la réglementation française ou européenne. Ils assument l'entière responsabilité de leurs produits vis à vis des tiers, la responsabilité de l'organisateur ne pouvant, en aucune façon, être engagée en cas de non-respect des lois par l'exposant.

**08.15 Conformité de l'activité commerciale exercée à l'occasion de la manifestation à la réglementation en général** - Il appartient à l'exposant d'accomplir les formalités que requiert sa participation à la manifestation au regard notamment de la réglementation du travail, de la réglementation douanière pour les marchandises en provenance de l'étranger, et de la réglementation de l'hygiène pour les produits alimentaires ou les espèces animales.

## CHAPITRE 9 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DROITS D'EXPLOITATION OU DE COMMERCIALISATION

**09.01 Droits de propriété intellectuelle, d'exploitation et de commercialisation relatifs aux produits et services présentés** - L'exposant fait son affaire des droits de propriété intellectuelle, d'exploitation ou de commercialisation portant sur les produits et services qu'il expose [brevets, marques, modèles, exclusivités de distribution...]. Ces mesures doivent être prises avant la

présentation des produits ou services sur la manifestation, l'organisateur n'encourant aucune responsabilité dans ce domaine, notamment en cas de différend avec un autre exposant ou un visiteur.

L'organisateur se réserve la possibilité d'exclure les exposants déjà condamnés pour des faits de contrefaçon.

**09.02 Action en contrefaçon à l'encontre d'un exposant concurrent** - Conformément à la Recommandation générale de lutte contre la contrefaçon adoptée par UNIMEV en assemblée générale le 19 juin 2008 et disponible à l'adresse <http://www.unimev.fr/>, tout exposant qui envisage d'intenter une action administrative ou judiciaire sur le fondement de la contrefaçon à l'encontre d'un exposant concurrent s'engage à prévenir préalablement l'organisateur de la manifestation commerciale.

**09.03 Déclaration et acquittement de droits à la SACEM** - Chaque exposant s'acquitte de ses obligations envers la SACEM s'il diffuse de la musique sur son espace d'exposition pour quelque besoin que ce soit, l'organisateur décline toute responsabilité à ce titre.

**09.04 Prises de vue dans l'enceinte de la manifestation** - Sauf autorisation écrite de l'organisateur, les prises de vue [photographies ou films] autres que celles particulières à l'espace de l'exposant ne sont pas autorisées dans l'enceinte de la manifestation. L'accréditation vaut autorisation écrite de prendre des prises de vue sous réserve du respect du droit à l'image des tiers.

**09.05 Prises de vue portant sur un espace d'exposition** - La photographie de certains objets dans un espace d'exposition peut être interdite à la demande de l'exposant.

## CHAPITRE 10 – ASSURANCE

**10.01 Assurance et renonciation à recours** - Les exposants souscrivent à leurs frais, auprès de l'assurance collective prévue par l'organisateur, établie pour le compte des exposants une assurance dommages exposition. La prime d'assurance minimale garantit :

- les biens exposés, les agencements et installations de stands pour une somme de 5000 €. La règle proportionnelle de capitaux est applicable dans le cas où la valeur des biens assurés serait supérieure à ces 5000 € avec une franchise de 150 € par sinistre et par exposant.

L'exposant, après avoir pris connaissance des limites de garanties et des conditions de garanties des polices qui sont tenues à sa disposition, peut souscrire une assurance complémentaire au-delà de ces montants [voir demande de participation].

En outre, les exposants sont tenus de souscrire à leurs frais, auprès de l'assureur de leur choix une assurance responsabilité civile exposition. Ils devront en justifier, dès confirmation de leur inscription, par la production d'une attestation.

L'assurance « incendie, explosions, attentats » des bâtiments, est à la charge de Toulouse Evénements qui renonce, ainsi que ses assureurs à tout recours contre les exposants et leurs assureurs pour les risques qui viennent d'être énoncés, sauf fait intentionnel.

L'exposant renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs éventuels à tout recours ou action, soit de fait de la destruction totale ou partielle de tous matériels, objets, valeurs quelconques, agencements, approvisionnements et marchandises dont il est propriétaire ou dont il doit répondre, soit du fait de leur détérioration ou disparition totale ou partielle, soit du fait de la privation ou trouble de jouissance ou tout autre préjudice immatériel. Ces renonciations devront bénéficier à Toulouse Evénements, Toulouse Métropole, les autres exposants et à leurs assureurs respectifs.

## CHAPITRE 11 - DEMONTAGE ET EVACUATION DES ESPACES D'EXPOSITION

**11.01 Présence sur l'espace d'exposition** - L'exposant, ou son représentant, est tenu d'être présent sur son espace dès le début du démontage et jusqu'à évacuation complète.

**11.02 Charte UNIMEV** - L'exposant est tenu de se conformer pendant la période de démontage à la charte professionnelle visant à organiser l'hygiène et la sécurité des salariés en situation de co-activité pendant les opérations de montage et de démontage des manifestations commerciales adoptée par UNIMEV en assemblée générale le 2 juillet 2010 et disponible à l'adresse <http://www.unimev.fr/>.

**11.03 Evacuation de l'espace d'exposition** - L'évacuation de l'espace d'exposition, des marchandises et décorations particulières, ainsi que des déchets des matériaux ayant servi à la décoration, doit être faite par l'exposant dans le délai fixé par l'organisateur.

En cas de non démontage des installations par l'exposant dans le délai indiqué, l'organisateur sera en droit de procéder à la destruction des installations et marchandises abandonnées, sans être tenu d'en rembourser la valeur à l'exposant.

Le non-respect par un exposant de la date limite d'occupation des emplacements autorise l'organisateur à réclamer le paiement de pénalités de retard, de dommages-intérêts et de tous frais engagés pour évacuer l'emplacement.

**11.04 Recyclage des déchets** - L'évacuation se fait en conformité avec les règles en vigueur en matière sanitaire et selon des modalités compatibles avec l'exécution du service de collecte et d'élimination des déchets. L'organisateur peut proposer des prestations d'évacuation et de recyclage des déchets.

**11.05 Responsabilité en cas de détérioration des emplacements et matériels mis à disposition** - L'exposant laisse l'emplacement, les décors, les cloisons, planchers ou plafonds et matériels mis à sa disposition dans l'état où il les a trouvés. Toute détérioration causée par ses installations ou marchandises au matériel, au bâtiment ou au sol occupé sera mise à la charge des exposants responsables.

## CHAPITRE 12 - APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT GENERAL ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

**12.01 Sanction des infractions au règlement** - Toute infraction aux dispositions du présent règlement, au règlement particulier le complétant, ou aux spécifications du « guide de l'exposant » édicté par l'organisateur, peut entraîner, au besoin avec l'assistance de la force publique, l'exclusion de l'exposant contrevenant. Dans une telle situation, le solde non encore acquitté du prix de la prestation fournie par l'organisateur reste dû sans préjudice de toute somme restant due ou des frais engagés pour fermer l'espace d'exposition.

**12.02 Différends entre participants à la manifestation** - En cas de différend résultant de la commission d'un dommage par un participant au préjudice d'un autre participant à la manifestation, les deux parties s'efforcent de régler cette affaire dans les meilleures conditions. L'organisateur est informé mais n'a aucune obligation d'agir comme médiateur ou arbitre.

**12.03 Différends entre exposants et clients/visiteurs** - En cas de différend survenant entre un exposant et un client ou un visiteur, l'organisateur ne peut en aucun cas être considéré comme responsable. Il est informé du différend mais n'a aucune obligation d'agir comme médiateur ou arbitre.

L'organisateur peut toutefois prévoir dans le règlement particulier de la manifestation la mise en place d'une procédure de médiation en vue de résoudre les différends entre exposants et consommateurs.

**12.04 Respect de la tranquillité et de l'image de la manifestation** - Quel qu'en soit le bien-fondé, les doléances d'un exposant à l'égard d'un autre exposant ou de l'organisateur sont évoquées à l'écart des espaces de la manifestation ouverts au public et ne doivent, en aucune façon, en troubler la tranquillité ou l'image.

**12.05 Contestations - Mise en demeure - Prescription** - En cas de contestation ou de différend avec l'organisateur, quel qu'en soit l'objet, l'exposant s'engage à soumettre sa réclamation à l'organisateur avant toute procédure, par lettre recommandée avec accusé de réception. Toute action introduite avant l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la réception de ladite lettre sera irrecevable.

Conformément à l'article 2254 du Code civil, les parties conviennent de fixer à 1 an le délai de prescription des droits et actions relatifs à la responsabilité que l'organisateur est susceptible d'encourir soit de son propre fait, fusse d'un préposé, soit du fait d'un tiers, quelle qu'en soit la cause. Ce délai court à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu à l'alinéa précédent.

**12.06 Tribunaux compétents** - En cas de contestation, les tribunaux de Toulouse sont seuls compétents.

## CHAPITRE 13 – TERMINOLOGIE

**13.01 Terminologie** - En cas de doute sur une définition, il convient de se reporter au document ISO 25639-1 Norme Internationale – Terminologie du secteur des foires, salons, congrès ou manifestations commerciales.

**Manifestation commerciale** - Constituent des « manifestations commerciales » les événements énumérés à l'article R762-4 du Code de commerce. Chaque manifestation commerciale est sans rapport avec les sessions précédente ou suivante : c'est un événement unique défini par un nom, un lieu, une date et une sélection de l'offre présentée au public, communément appelée « nomenclature ».

**Règlement particulier** - On entend par « règlement particulier » l'ensemble des dispositions spécifiques à la manifestation que l'organisateur et l'exposant s'engagent à respecter. En l'absence de disposition statuant sur un point précis, les dispositions du présent Règlement général s'appliquent.

**Guide de l'exposant** - On entend par « guide de l'exposant », l'ensemble des informations contenues dans le « l'espace exposant » mis à disposition par l'organisateur sur le site internet de la manifestation. Il donne accès aux informations pratiques relatives à la manifestation, aux règles et réglementations, aux formulaires pour commander des services et toutes autres informations utiles à l'exposant.

**Catalogue** - On entend par « catalogue de la manifestation commerciale » le document sous format numérique ou imprimé contenant la liste des exposants, le détail de leurs contacts, les numéros des espaces d'exposition et toutes autres informations relatives à la manifestation commerciale. ●